

ACTE D'ENGAGEMENT

SCCV « LA RESIDENCE DU RODY »

Construction d'un collectif de 13 logements



MARCHE DE TRAVAUX DE : _____ (intitulé du corps d'état).
à effectuer pour la construction d'un collectif de 13 logements au RELECQ KERHUON

ARTICLE PREMIER - CONTRACTANT

Je soussigné (nom, prénom, et qualité)
représentant l'Entreprise (ou la Société) :
dont le siège est à :

agissant au nom et pour le compte de cette Entreprise (Société) en vertu de pouvoirs régulièrement conférés,

après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et des documents qui y sont mentionnés,
après avoir établi la déclaration prévue à l'article R 433.9 du Code de la Construction et de l'Habitation,

m'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux du lot _____.
pour le compte de la **SCCV LA RESIDENCE DU RODY** dont le siège est à QUIMPER (29000), 75 rue du Président Sadate dans les conditions ci-après définies, l'offre ainsi présentée ne me liant toutefois que si son acceptation n'est notifiée dans un délai de 150 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement particulier de l'appel d'offres (R.P.A.O.).

ARTICLE 2 - PRIX

2.1. Les travaux seront rémunérés par application d'un prix global, forfaitaire, non révisable.

Lot :	
	MONTANT TOTAL
Montant en euros Hors TVA (en chiffres) :	
Montant TVA incluse 20% (en chiffres) :	

2.2. Dans le cas de sous-traitance d'une partie des prestations, les clauses du CCAP de travaux concernant la désignation et le paiement des sous-traitants seront seules applicables.

ARTICLE 3 - DELAIS

Les travaux tous corps d'état seront exécutés dans le délai de **15 mois** à compter de la date fixée par l'ordre de service général de démarrage des travaux.

Le délai d'exécution des travaux du lot : _____ est de : _____ (à préciser par l'Entreprise).

ARTICLE 4 - PAIEMENTS

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant du crédit :

au compte ouvert au nom de :

sous le numéro :

à (l'organisme bancaire) :

par virements effectués aux conditions suivantes :

1) situation mensuelle avec règlement à 30 jours à concurrence de 95% du montant des décomptes qui devront être présenté le 30 de chaque mois.

2) retenue de garantie de 5% pouvant être remplacée par une caution personnelle et solidaire

Le règlement s'effectuera à 30 jours fin de mois.

En cas de groupement, les soussignés entrepreneurs groupés solidaires, autres que le mandataire, donnent par les présentes à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte, les sommes qui leur sont dues en exécution du marché par règlement du compte ci-dessus du mandataire. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des entrepreneurs groupés solidaires.

Toutefois le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues aux sous traitants, payés directement en reportant les montants du crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

J'affirme (nous affirmons), sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie à :

- mes (nos) torts exclusifs, ne pas tomber

- ses torts exclusifs, que la société pour laquelle (le groupement d'intérêt économique pour lequel) j'interviens ne tombe pas.

Sous le coup des interdictions découlant des articles 43, 44, 45, 46 du code des marchés publics ou d'une interdiction équivalente prononcée dans un autre pays.

J'atteste (nous attestons) que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 143-3, L 143-5 et L 620-3 du code du travail.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur ne pas avoir fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125-3 du code du travail.

Fait en un seul original

A.....Le.....

Cachet et signature de l'Entrepreneur :

2^{ème} partie (réservée au Maître d'Ouvrage)

Accepte le présent engagement pour valoir marché, en ce qui concerne les travaux à exécuter par l'entreprise pour le montant indiqué ci-avant.

**Signature du représentant de
SCCV La Résidence du Rody**

Le présent marché a été notifié au titulaire le _____

ANNEXE VIII AU R.P.A.O.**MODELE DE DEMANDE D'AUTORISATION DE SOUS-TRAITER
DE L'ENTREPRENEUR TITULAIRE DU MARCHE**

Je soussigné

demeurant à

inscrit au Registre du Commerce de

ou au Registre des Métiers de

sous le numéro

sollicite **SCCV LA RESIDENCE DU RODY**

l'autorisation de sous-traiter à

Monsieur

Entrepreneur ou Artisan à

les travaux de

faisant partie du marché relatif à

conclu avec la **SCCV LA RESIDENCE DU RODY** le

Ci-joint demande d'agrément de Monsieur

et engagement de sa part d'exécuter les travaux conformément aux règles de l'art et aux prescriptions du marché.

Je reconnais que cet engagement ne me dégage en aucune manière des obligations que j'ai assumées comme Entrepreneur titulaire du marché.

**DATE ET SIGNATURE
DE L'ENTREPRENEUR
TITULAIRE DU MARCHE**

ANNEXE IX AU R.P.A.O.**MODELE DE DEMANDE D'AGREMENT DU SOUS-TRAITANT**

Je soussigné

demeurant à

inscrit au Registre du Commerce de

ou au Registre des Métiers de

sous le numéro

sollicite **SCCV LA RESIDENCE DU RODY**
mon agrément comme sous-traitant de

Monsieur

pour les travaux de

faisant partie du marché relatif à

conclu avec **SCCV LA RESIDENCE DU RODY** le

Si je suis agréé, je m'engage directement vis-à-vis de la **SCCV LA RESIDENCE DU RODY**, à exécuter les travaux qui me seront confiés conformément aux règles de l'art et aux prescriptions de toutes les pièces du marché dont je déclare avoir parfaite connaissance et j'assume pour ces travaux, solidairement avec l'Entrepreneur titulaire du marché, toutes les responsabilités légales et d'usage.

J'affirme, sous peine de l'application des sanctions prévues par la loi, que je ne tombe pas (ou que la Société pour laquelle j'interviens ne tombe pas) sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 de la loi n° 52.401 du 14 avril 1952 et du décret n° 54.82 du 22 janvier 1954 pris pour son application.

Vu par l'Entrepreneur
titulaire du marché
(date et signature)

Date et signature du sous-traitant,

Autorisation accordée ou refusée.

**Date et signature du représentant
de la SCCV LA RESIDENCE DU RODY**

ANNEXE XI AU R.P.A.O.**ATTESTATION SUR L'HONNEUR**(A remettre lors de la conclusion du marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution)**Affaire : La Résidence du Rody – RELECQ KERHUON****Marché de : _____ (Lot _____).**

Je soussigné certifie sur l'honneur que :

- Les prestations seront réalisées avec des salariés employés régulièrement, au regard des articles L143-3, L620-3 du Code du Travail ou des règles équivalentes dans les pays auxquels ils sont rattachés (dans le cas où, pour l'exécution du contrat, je recourrai à des salariés de nationalité étrangère ceux-ci seront autorisés à travailler en France (c. trav. art. L. 341-6-4 et R. 341-36).
- **Je n'ai pas** (Rayer et mentionner "J'ai" dans le cas inverse) l'intention de faire appel, pour l'exécution du contrat, à des salariés de nationalité étrangère qui sont ou seront autorisés à travailler en France (c. trav. art. L. 341-6-4 et R. 341-36).
- Je m'engage à faire exécuter les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail clandestin ;
- J'ai procédé au dépôt auprès de l'administration fiscale de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- Je m'engage également aux mêmes exigences vis-à-vis de mes sous-traitants éventuels.

Documents joints à la présente déclaration :

- **Attestation de fourniture de déclarations sociales** émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois.
- **Un** des documents suivants (rayer les mentions inutiles) lorsque l'immatriculation du cocontractant au RCS ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée :
 - o Extrait de l'inscription au RCS (K ou K bis).
 - o Copie de la carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers.
 - o Devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
 - o Pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription : copie du récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises

Fait à _____ le _____

Nom : _____
Agissant en qualité de : _____

Signature et cachet de l'entreprise : _____